



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE DU 18 DÉCEMBRE 2025

Conseillers en exercice : 45

Votants : 41

Convocation du Conseil municipal :
le 12/12/2025

Publication :
le 29/12/2025

Délibération n° D-2025-372

Création de la régie à autonomie financière "Stationnement en
ouvrage" au 1er janvier 2026

Président :

Monsieur Jérôme BALOGÉ

Présents :

Monsieur Jérôme BALOGÉ, Monsieur Dominique SIX, Madame Rose-Marie NIETO, Monsieur Michel PAILLEY, Monsieur Nicolas VIDEAU, Madame Jeanine BARBOTIN, Madame Anne-Lydie LARRIBAU, Monsieur Elmano MARTINS, Madame Florence VILLES, Monsieur Philippe TERRASSIN, Madame Valérie VOLLAND, Monsieur Thibault HEBRARD, Madame Marie-Paule MILLASSEAU, Madame Lydia ZANATTA, Monsieur Gerard LEFEVRE, Monsieur Eric PERSAIS, Madame Yvonne VACKER, Monsieur Guillaume JUIN, Madame Aline DI MEGLIO, Madame Sophie BOUTRIT, Monsieur Florent SIMMONET, Madame Aurore NADAL, Monsieur François GUYON, Madame Stéphanie ANTIGNY, Madame Yamina BOUDAHMANI, Monsieur Karl BRETEAU, Monsieur Romain DUPEYROU, Monsieur Nicolas ROBIN, Madame Mélina TACHE, Madame Ségolène BARDET, Monsieur François GIBERT, Madame Véronique BONNET-LECLERC, Monsieur Sébastien MATHIEU, Madame Véronique ROUILLE-SURAUULT, Monsieur Hugo PASQUET--MAULINARD, Madame Julia FALSE.

Secrétaire de séance : Madame BOUTRIT Sophie

Excusés ayant donné pouvoir :

Madame Christelle CHASSAGNE, ayant donné pouvoir à Madame Florence VILLES, Monsieur Lucien-Jean LAHOUSSE, ayant donné pouvoir à Monsieur Thibault HEBRARD, Monsieur Hervé GERARD, ayant donné pouvoir à Monsieur Dominique SIX, Madame Noélie FERREIRA, ayant donné pouvoir à Madame Aurore NADAL, Madame Fatima PEREIRA, ayant donné pouvoir à Monsieur Elmano MARTINS, Monsieur Bastien MARCHIVE, ayant donné pouvoir à Monsieur Jérôme BALOGÉ, Madame Elsa FORTAGE, ayant donné pouvoir à Madame Julia FALSE

Excusés :

Monsieur Baptiste DAVID, Madame Cathy GIRARDIN.

**Direction de la Réglementation et de
l'Attractivité Urbaine**

**Création de la régie à autonomie financière
"Stationnement en ouvrage" au 1er janvier 2026**

Monsieur Gerard LEFEVRE, Conseiller municipal expose :

Mesdames et Messieurs,

Vu le Code général des collectivités territoriales pour les dispositions relatives au fonctionnement des régies et notamment ses articles L 2221-14 et R 2221-1 à R 2221-94 ;

Vu l'avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de la Ville de Niort en date du 2 décembre 2025 ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial ;

Vu le projet de statuts joint à la présente délibération ;

La Ville de Niort assure aujourd'hui la gestion de ses parkings en ouvrage à travers le budget annexe « Stationnement ». Cette gestion regroupe l'exploitation, la maintenance, la tarification, le contrôle d'accès, ainsi que l'entretien et l'amélioration des infrastructures. Le poids financier croissant de cette compétence, l'évolution des usages de la mobilité, et les attentes des usagers en matière de qualité de service imposent une plus grande lisibilité comptable et une autonomie accrue de pilotage.

Cette activité présentant le caractère d'un service public industriel et commercial (SPIC), son suivi doit se faire a minima à travers une régie à autonomie financière, ce qui permettra :

- de renforcer la lisibilité budgétaire du service de stationnement ;
- de faciliter le pilotage opérationnel et stratégique de la politique du stationnement ;
- et d'optimiser les investissements nécessaires à la qualité de service et à l'adaptation aux nouveaux usages.

La régie sera encadrée par un Conseil d'exploitation, instance consultative et stratégique, compétente pour :

- délibérer sur les affaires pour lesquelles le Conseil municipal ne s'est pas réservé le pouvoir de décision ;
- être obligatoirement consultée sur toute question d'intérêt général relative au fonctionnement de la régie ;
- conduire toutes investigations ou contrôles jugés utiles pour l'amélioration du service public ;
- proposer toute mesure utile à la performance du service.

Créer une régie à autonomie financière pour les parkings en ouvrage, c'est :

- faciliter la traçabilité des recettes issues du stationnement payant en ouvrage et des charges afférentes ;
- donner une meilleure visibilité aux investissements d'entretien et de modernisation des équipements (vidéosurveillance, bornes de recharge électrique, automatisation, accessibilité, ...) ;
- renforcer la stratégie locale de stationnement et d'occupation du domaine public ;
- créer un cadre stable pour la tarification, la gestion du personnel affecté au service, et les relations avec le délégataire.

Il est demandé au Conseil municipal de bien vouloir :

- créer la régie à autonomie financière « Stationnement en ouvrage » dotée de la seule autonomie financière à compter du 1er janvier 2026 ;
- approuver les conditions de création de cette régie telles que présentées et portées par les statuts en annexe jointe ;
- affecter à la régie les biens objets du service tels que présentés et portés par les statuts en annexe ;
- autoriser la signature de tous les actes liés à l'exécution de la présente délibération.

**LE CONSEIL
ADOpte**

Pour :	41
Contre :	0
Abstention :	2
Non participé :	0
Excusé :	2

Le Secrétaire de séance

Le Président de séance

Sophie BOUTRIT

Jérôme BALOGÉ



RÉGIE À AUTONOMIE FINANCIÈRE « STATIONNEMENT EN OUVRAGE »

Statuts

Table des matières

Préambule	2
Titre 1 – Dispositions générales.....	2
Article 1 - Création et dénomination de la Régie	2
Article 2 - Collectivité de rattachement - siège de la Régie.....	2
Article 3 - Objet de la Régie	2
Titre 2 – Organisation administrative de la Régie	3
Article 4 - Dispositions générales	3
Article 5 – Compétences du Maire de la Ville de Niort	4
Article 6 – Compétences du Conseil Municipal de la Ville de Niort.....	4
Article 7 – Le Conseil d’exploitation	4
Article 7.1 – Compétences.....	4
Article 7.2 – Composition	4
Article 7.4 – Présidence et vice-présidence du Conseil d’exploitation.....	5
Article 7.5 – Réunions – quorum – décisions	6
Article 8 – Le Directeur	6
Titre 3 – Organisation financière de la Régie	7
Article 9 – Gestion budgétaire et financière.....	7
Article 10 - Régie d’avances et de recettes	7
Article 11 – Agent comptable	7
Article 12 – Dotation initiale de la Régie	7
Titre 4 – Modification, durée et fin de la Régie.....	8
Article 13 – Modification de la Régie.....	8
Article 14 – Durée de la Régie	8
Article 15 – Fin de la Régie (art R.2221-16, R.2221-17 et R.2221-71)	8

Préambule

La Ville de Niort exerce la compétence en matière de stationnement. Cela concerne le stationnement sur voirie et le stationnement en ouvrage.

Actuellement, la gestion budgétaire des parkings aménagés ou en concession est suivie à travers le budget annexe « Stationnement » conformément à la délibération n°D-2015-396 du 23 novembre 2015.

Néanmoins, s'agissant d'un service public à caractère industriel et commercial (SPIC), le suivi de cette activité doit se faire a minima à travers une régie à autonomie financière.

Il convient dès lors de modifier le budget annexe « Stationnement » en une régie à autonomie financière et d'en prévoir les statuts.

Titre 1 – Dispositions générales

Article 1 - Création et dénomination de la Régie

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil Municipal décide d'exploiter l'ensemble des parking aménagés et en concession sous la forme d'une régie dotée de la seule autonomie financière. Elle ne constitue pas une personne morale distincte de la Ville de Niort. La régie nommée « Stationnement en ouvrage » est constituée et exerce ses missions à compter du 1^{er} janvier 2026.

Article 2 - Collectivité de rattachement - siège de la Régie

La collectivité territoriale de rattachement de la régie est la Ville de Niort.

Le siège est fixé au siège social de la Ville de Niort : Place Martin Bastard, CS 58755, 79027 NIORT CEDEX. Il pourra être modifié par délibération du Conseil municipal.

Article 3 - Objet de la Régie

La régie « Stationnement en ouvrage » recouvre notamment les missions suivantes :

- Les activités propres à l'exploitation des parkings appartenant à la Ville de Niort : surveillance du bon fonctionnement des équipements (barrières, caisses automatiques, ascenseurs, ...), accueil et information des usagers, encaissement des paiements (automatique ou manuel), gestion des abonnements et des accès, et contrôle du respect du règlement intérieur (stationnement gênant, ...) ;
- La conception, la réalisation et le financement des investissements nécessaires à l'exécution du service public ;
- La maintenance (préventive et corrective), l'entretien (nettoyage, éclairage, ventilation, ...), le renouvellement de l'ensemble des actifs affectés à ce service public et le suivi des prestataires techniques (ascensoristes, sécurité incendie, électricité, ...) ;
- L'information et la communication du service public auprès des usagers (réception et traitement des réclamations, communication sur les offres de stationnement, ...) ;
- La gestion administrative et financières : suivi des recettes et des dépenses, édition de rapports d'activité, tenue de tableaux de bord de fréquentation et de rentabilité, et élaboration d'un budget prévisionnel ;

- La gestion des personnels, des services et des équipements nécessaires au bon fonctionnement des activités mentionnées supra sur l'ensemble des parkings en ouvrage de la Ville de Niort ;
- Le pilotage des 4 contrats de concession de service public portant sur les parkings Hôtel de Ville, La roulière, Marcel Paul et Saint Jean.

Une majorité des missions énumérées ci-dessus peuvent être réalisées dans le cadre d'un marché public de prestations de service par un prestataire externe.

Les parkings concernés sont les suivants :

Parking en gestion directe par prestation de service	Parking de la Brèche
Parkings uniquement sur abonnement	Parking Jacques de Liniers
	Parking Henri Gelin
	Parking de la Cure
Parkings en surface à barrière	Parking du Moulin du Milieu Aire de camping-cars
Parkings en concession	Parking de la Roulière
	Parking de l'Espace Niortais
	Parking Saint Jean
	Parking Marcel Paul

Titre 2 – Organisation administrative de la Régie

Article 4 - Dispositions générales

La Régie est administrée, sous l'autorité de Monsieur le Maire de la Ville de Niort et du Conseil municipal, par un Conseil d'exploitation et son Président ainsi qu'un Directeur. Le Conseil d'exploitation et le Directeur sont désignés par délibération du Conseil municipal sur proposition du Maire.

Article 5 – Compétences du Maire de la Ville de Niort

Monsieur le Maire de la Ville de Niort est le représentant légal de la Régie. Il en est l'ordonnateur et l'autorité de tutelle.

Il prend les mesures nécessaires à l'exécution des décisions du Conseil Municipal relatives à la Régie. Il nomme les agents de la Régie. Il nomme le Directeur et met fin à ses fonctions.

Il présente au Conseil Municipal le budget et le compte financier unique de la Régie.

Il peut, sous sa responsabilité et sa surveillance, déléguer sa signature au Directeur pour toutes les matières intéressant le fonctionnement de la Régie.

Article 6 – Compétences du Conseil Municipal de la Ville de Niort

Le Conseil municipal de la Ville de Niort vote le budget, fixe les tarifs des prestations et produits fournis par la Régie, délibère et approuve ses comptes et se prononce, après avis du Conseil d'exploitation, notamment sur :

- Les mesures à prendre d'après les résultats de l'exploitation à la fin de chaque exercice et, au besoin, en cours d'exercice ;
- Les modifications et mises à jour du tableau des effectifs : création, suppression ou modification des emplois ;
- Les conditions de recrutement, de licenciement et de rémunération du personnel ;
- La capacité à agir en justice et à accepter les transactions ;
- La signature des contrats et conventions ;
- L'attribution des subventions ;
- L'attribution des marchés.

Certaines des attributions du Conseil municipal de la Ville de Niort pourront être déléguées au Conseil d'exploitation dans les conditions prévues par le CGCT.

Article 7 – Le Conseil d'exploitation

Article 7.1 – Compétences

Le Conseil d'exploitation délibère sur les catégories d'affaires pour lesquelles le Conseil municipal ne s'est pas réservé le pouvoir de décision ou pour lesquelles ce pouvoir n'est pas attribué à une autre autorité par les présents statuts.

Il est obligatoirement consulté pour avis par Monsieur le Maire de la Ville de Niort sur toutes les questions d'ordre général intéressant le fonctionnement de la Régie.

Le Conseil d'exploitation peut procéder à toutes mesures d'investigation et de contrôle.

Il présente à Monsieur le Maire de la Ville de Niort toutes propositions utiles.

Le Directeur tient le Conseil d'exploitation au courant de la marche du service.

Article 7.2 – Composition

Conformément à l'article R.2221-5 du CGCT, les membres du Conseil d'exploitation de la Régie sont désignés par le Conseil municipal sur proposition de Monsieur le Maire de la Ville de Niort. Il est mis fin à leurs fonctions dans les mêmes formes.

Le Conseil d'exploitation est composé de 3 membres comprenant :

- 3 membres du Conseil Municipal.

Chaque renouvellement du Conseil municipal conduira à la désignation de nouveaux membres du Conseil d'exploitation de la Régie dans les mêmes conditions que celles définies dans le présent article.

En cas de vacance, pour quelque cause que ce soit (démission...), il est procédé, par le Conseil municipal, sur proposition du Président, et dans les plus brefs délais, à une nouvelle désignation pour le poste vacant.

Article 7.3 – Dispositions relatives aux membres du conseil d'exploitation

Les conseillers municipaux membres du Conseil d'exploitation sont élus pour la durée de leur mandat communal. Leur mandat au sein du Conseil d'exploitation expirera à la date du prochain renouvellement du Conseil municipal. Les membres du Conseil d'exploitation remplaçant les membres décédés, démissionnaires ou remplacés, sont nommés dans les conditions fixées à l'article 7.2 pour la durée restant à courir du mandat de leurs prédécesseurs. Si cette durée est inférieure à six mois, le remplacement se fait à l'échéance normale.

Les membres du Conseil d'exploitation doivent jouir de leurs droits civils et politiques.

Ils ne peuvent :

- Prendre ou conserver un intérêt dans des entreprises en rapport avec la Régie ;
- Occuper une fonction dans ces entreprises ;
- Assurer une prestation pour ces entreprises ;
- Prêter leur concours à titre onéreux à la Régie.

En cas d'infraction à ces interdictions, l'intéressé est déchu de son mandat soit par le Conseil d'exploitation à la diligence de son Président, soit par le Préfet agissant de sa propre initiative ou sur proposition de Monsieur le Maire de la Ville de Niort.

Les fonctions de membres du Conseil d'exploitation sont exercées à titre gratuit. Toutefois, les frais de déplacement engagés par les administrateurs pour se rendre aux réunions du Conseil d'exploitation peuvent être remboursés, sur justificatifs, dans les conditions définies la délibération du Conseil municipal relative aux modalités de prise en charge des frais des agents et des élus.

Article 7.4 – Présidence et vice-présidence du Conseil d'exploitation

Le Conseil d'exploitation élit en son sein à bulletin secret à la majorité absolue son Président et un ou deux vice-Présidents lors de sa première réunion suivant un scrutin uninominal à deux tours. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le candidat le plus âgé est déclaré élu.

La durée du mandat du Président et des vice-Présidents est la même que celle des membres du Conseil d'exploitation.

Le Président et les vice-Présidents sont rééligibles.

Le Président préside les réunions du Conseil d'exploitation et met en discussion les affaires inscrites à l'ordre du jour. Il dirige les débats et assure la police des réunions. D'une manière générale, il veille à la bonne exécution des décisions du Conseil d'exploitation.

Les vice-Présidents suppléent le Président en cas d'absence ou d'empêchement.

Article 7.5 – Réunions – quorum – décisions

Le Conseil d'exploitation se réunit au moins trois fois par an sur convocation de son Président. Il est en outre réuni chaque fois que le Président le juge utile ou sur demande du Préfet ou de la majorité de ses membres.

L'ordre du jour est arrêté par le Président du Conseil d'exploitation et envoyé, par voie dématérialisée, à chaque membre du Conseil d'exploitation au moins 5 jours avant chaque séance. En cas d'urgence, ce délai peut être abrégé par le Président du Conseil d'exploitation, sans toutefois être inférieur à 1 jour franc.

Le Conseil d'exploitation ne délibère valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents. A défaut, une nouvelle réunion peut être tenue dans un délai de 8 jours sur seconde convocation, sans condition de quorum.

Un membre du Conseil d'exploitation empêché d'assister à une séance peut donner pouvoir à un autre membre pour le représenter à cette séance ; le membre ainsi désigné ne peut cumuler plusieurs pouvoirs.

Le Conseil d'exploitation statue à la majorité des voix dont disposent les membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du Président est prépondérante.

Le Directeur assiste aux séances avec voix consultative, sauf lorsqu'il est personnellement concerné par l'affaire en discussion.

Un secrétaire de séance est désigné à chaque ouverture de séance.

Les réunions du Conseil d'exploitation ne sont pas publiques, conformément à l'article R.2221-9 du CGCT. Toutefois, des personnalités extérieures pourront être associées, à titre consultatif et non délibératif, aux réunions du conseil d'exploitation, en raison de leur qualité ou de leur expérience professionnelle, sur demande de son Président.

Article 8 – Le Directeur

Le Directeur de la Régie est désigné par délibération du Conseil municipal, sur proposition de Monsieur le Maire de la Ville de Niort. Suite à la désignation du directeur par le Conseil municipal, Monsieur le Maire de la Ville de Niort nomme le Directeur. Il est mis fin à ses fonctions selon les mêmes formes.

Le Directeur assure le fonctionnement des services de la Régie. A cet effet :

- Il prépare le budget ;
- Il procède sous l'autorité de Monsieur le Maire de la Ville de Niort, aux ventes et achats courants, dans les conditions fixées par les statuts, le CGCT et tant qu'il s'applique le Code de la Commande Publique ;
- Il est remplacé, en cas d'absence ou d'empêchement, par un des fonctionnaires ou employés du service désigné par Monsieur le Maire de la Ville de Niort après avis du Conseil d'exploitation ;
- Il informe le Conseil d'exploitation du fonctionnement de la Régie.
- Il nomme et révoque les agents et employés de la régie, sous réserve des dispositions des statuts.

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec les mandats et fonctions de sénateur, député, parlementaire européen, conseiller régional, départemental ou municipal sur le territoire de la Ville de Niort, membre du Conseil d'exploitation de la Régie.

Le Directeur ne peut prendre ou conserver aucun intérêt dans des entreprises en rapport avec la Régie, occuper aucune fonction dans ces entreprises, ni assurer des prestations pour leur compte. En cas d'infraction à ces interdictions, le Directeur est démis de ses fonctions soit par Monsieur le Maire de la Ville de Niort, soit par le Préfet. Il est immédiatement remplacé.

Titre 3 – Organisation financière de la Régie

Article 9 – Gestion budgétaire et financière

Le régime budgétaire et comptable de la Régie est soumis aux règles applicables à la Ville de Niort.

Monsieur le Maire de la Ville de Niort est l'ordonnateur de la Régie, à ce titre, il prescrit l'exécution des recettes et des dépenses.

Le budget de la Régie, préparé par le Directeur en concertation avec le Président du Conseil d'exploitation, est soumis pour avis au Conseil d'exploitation, présenté pour vote par le Maire de la Ville de Niort au Conseil municipal. Il obéit aux dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M4.

Le Conseil municipal délibère également, après avis du Conseil d'exploitation sur les comptes de la Régie et l'affectation des résultats.

Le budget de la Régie est exécutoire dans les mêmes conditions que le budget de la Ville. Il peut être modifié dans les mêmes formes.

En cas d'insuffisance des sommes mises à sa disposition, la régie ne peut demander des avances qu'à la Ville de Niort. Le Conseil municipal fixe les échéances du remboursement de ces avances.

Article 10 - Régie d'avances et de recettes

Le Maire peut, par délégation du Conseil municipal et sur avis conforme du comptable public, créer des régies d'avances et de recettes soumises aux conditions de fonctionnement prévues aux articles R.1617-1 à R.1617-18 du CGCT.

Article 11 – Agent comptable

Le comptable assignataire des dépenses et recettes de la Régie est le Chef du Service de Gestion Comptable de Niort. A ce titre, il rend les comptes de la Régie dans les mêmes formes et délais que ceux de la Ville de Niort.

Article 12 – Dotation initiale de la Régie

Aucune dotation initiale de la Régie ne sera versée.

Les biens affectés au budget « Stationnement » seront dévolus au budget de la Régie à autonomie financière « Stationnement en ouvrage ».

Titre 4 – Modification, durée et fin de la Régie

Article 13 – Modification de la Régie

Les statuts de la Régie sont modifiés par délibération du Conseil municipal.

Article 14 – Durée de la Régie

La Régie est instituée pour une durée illimitée sous réserve des dispositions de l'article 15.

Article 15 – Fin de la Régie (art R.2221-16, R.2221-17 et R.2221-71)

La Régie cesse son exploitation en exécution d'une délibération du Conseil municipal. Cette délibération détermine la date à laquelle prennent fin les opérations de la Régie. Les comptes sont arrêtés à cette date. L'actif et le passif sont repris au budget de la Ville de Niort.

Le Maire de la Ville de Niort est chargé de procéder à la liquidation de la Régie et peut désigner, par arrêté, un liquidateur dont il détermine les pouvoirs. Le liquidateur a la qualité d'ordonnateur accrédité auprès du comptable. Il prépare le compte administratif de l'exercice qu'il adresse au préfet du département, siège de la Régie, qui arrête les comptes.

Les opérations de liquidation sont retracées dans une comptabilité tenue par le comptable public. Cette comptabilité est annexée à celle de la Ville de Niort. Au terme de la liquidation, la collectivité corrige ses résultats de la reprise des résultats de la Régie par délibération budgétaire.

En application de l'article L.2221-7 du CGCT, le Maire de la Ville de Niort prend toutes les mesures d'urgence dans le cas où le fonctionnement de la Régie compromet la sécurité publique ainsi que dans celui où la Régie n'est plus en mesure d'assurer le service dont elle est chargée. Il rend compte des mesures prises à la prochaine réunion du Conseil d'exploitation. Si l'atteinte à la sécurité persiste ou si les mesures prises se révèlent insuffisantes, le Maire de la Ville de Niort propose au Conseil municipal de décider la suspension provisoire ou l'arrêt définitif des opérations de la Régie selon les modalités ci-dessus.



Avis

Commission Consultative des Services Publics Locaux

Ville de Niort – Séance du 2 décembre 2025

Création d'une Régie à autonomie financière pour le Stationnement en ouvrage

Vu l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) qui prévoit que les assemblées délibérantes des collectivités territoriales se prononcent sur le principe de création de régie à autonomie financière après avis de la CCSPL,

Vu le rapport de présentation ;

Suite aux recommandations de la Cour régionale des Comptes en 2022 pour se mettre en conformité avec la réglementation, il est proposé pour le stationnement en ouvrage la création d'une régie à autonomie financière, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales. Cette formule permet de doter le service du stationnement d'un budget propre, distinct du budget général, tout en maintenant un lien direct avec la collectivité, sans création d'une personnalité morale distincte.

La régie à autonomie financière est administrée sous l'autorité du Conseil municipal, par un Conseil d'exploitation chargé d'émettre des avis sur les questions d'ordre général relatives au fonctionnement du service et un Directeur. Sa composition est définie par délibération du conseil municipal. Les statuts de la régie, qui sont validés par le Conseil municipal, fixent les règles générales d'organisation et de fonctionnement du Conseil d'exploitation. Le Conseil d'exploitation élit son Président en son sein.

La mise en œuvre opérationnelle de cette régie nécessitera plusieurs étapes :

- Consultation de la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL)
- Avis du Comité social territorial (CST),
- Délibération du Conseil municipal pour la création de la régie, la désignation du directeur, l'adoption des statuts et le montant de la dotation initiale.

Le calendrier prévisionnel prévoit une mise en place effective de la régie au 1^{er} janvier 2026.

Il est demandé à la Commission Consultative des Services Publics Locaux :

- De se prononcer sur le projet de création d'une régie à autonomie financière pour le Stationnement en ouvrage.

La CCSPL émet un avis favorable à l'unanimité des membres présents.

Le Président de la CCSPL

Lucien-Jean LAHOUSSE